

Diepgang in dm. — Tirant d'eau en dm.	Zeeloods- geldtarief Tarif des droits de pilotage de mer	Loodsgeldtarief volgens afstand, tarief A — Tarif des droits de pilotage suivant la distance, tarif A						
		minder dan 8 zeemijl — moins de 8 milles marins	8 tot minder dan 12 zeemijl — de 8 à moins de 12 milles marins	12 tot minder dan 18 zeemijl — de 12 à moins de 18 milles marins	18 tot minder dan 26 zeemijl — de 18 à moins de 20 milles marins	26 tot minder dan 36 zeemijl — de 26 à moins de 36 milles marins	36 tot minder dan 48 zeemijl — de 36 à moins de 48 milles marins	48 tot minder dan 62 zeemijl — de 48 à moins de 62 milles marins
	1	2	3	4	5	6	7	8
166	210 920	52 750	63 320	73 830	84 370	94 900	105 410	116 040
167	212 020	53 150	63 810	74 420	85 030	95 720	106 350	116 880
168	214 320	53 580	64 270	74 900	85 740	96 400	107 130	117 900
169	216 060	54 070	64 880	75 610	86 430	97 280	108 060	118 820
170	217 790	54 490	65 350	76 200	87 090	97 950	108 870	119 750
171	219 510	54 930	65 840	76 850	87 790	98 810	109 750	120 750
172	221 250	55 290	66 390	77 490	88 500	99 580	110 610	121 630
173	222 890	55 810	66 920	78 060	89 190	100 310	111 470	122 620
174	224 650	56 190	67 440	78 610	89 830	101 100	112 320	123 570
175	226 370	56 630	67 910	79 230	90 490	101 900	113 180	124 500
176	228 140	57 010	68 460	79 870	91 210	102 670	114 010	125 490
177	229 810	57 510	69 030	80 470	91 920	103 440	114 900	126 350
178	231 540	57 890	69 480	81 060	92 610	104 210	115 800	127 370
179	233 260	58 270	70 010	81 600	93 310	104 990	116 660	128 270
180	235 000	58 800	70 580	82 200	93 850	105 740	117 460	129 270
181	236 720	59 240	71 070	82 850	94 600	106 510	118 320	130 190
182	238 420	59 610	71 570	83 450	95 320	107 300	119 200	131 140
183	240 140	60 030	72 120	84 070	95 980	108 100	120 110	132 050
184	241 870	60 430	72 650	84 750	96 710	108 850	120 920	133 060
185	243 590	60 930	73 050	85 260	97 370	109 620	121 780	133 980
186	245 330	61 350	73 650	85 850	98 100	110 350	122 640	134 940
187	247 050	61 790	74 150	86 490	98 810	111 150	123 530	135 880
188	248 750	62 210	74 600	87 090	99 530	111 900	124 340	136 880
189	250 450	62 680	75 130	87 640	100 180	112 750	125 230	137 760
190	252 150	63 050	75 650	88 280	100 770	113 420	126 060	138 690
191	253 850	63 500	76 140	88 900	101 570	114 320	126 970	139 640
192	255 680	63 890	76 670	89 510	102 250	115 010	127 810	140 500
193	257 310	64 400	77 180	90 050	102 940	115 850	128 630	141 470
194	259 100	64 820	77 710	90 690	103 680	116 570	129 530	142 460
195	260 800	65 260	78 220	91 300	104 280	117 410	130 390	143 410
196	262 400	65 640	78 720	91 920	104 990	118 140	131 210	144 380
197	264 220	66 140	79 270	92 490	105 710	118 930	132 110	145 370
198	265 940	66 450	79 800	93 110	106 380	119 690	133 010	146 280
199	267 680	66 960	80 330	93 750	107 080	120 430	133 850	147 180
200	269 370	67 330	80 820	94 280	107 680	121 170	134 690	148 240

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERIE DE LA REGION WALLONNE

F. 92 — 1006

[S-C — 27184]

5 DECEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
fixant les normes de qualité de l'air pour le dioxyde d'azote

L'Exécutif régional wallon,

Vu le traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté économique européenne, approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment les articles 109 et 235;

Vu la directive du Conseil des Communautés européennes 85/203/CEE du 7 mars 1985 concernant les normes de qualité de l'air pour le dioxyde d'azote, modifiée par la directive 85/580/CEE du 20 décembre 1985;

Vu la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique, notamment l'article 1er;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1er. § 1er. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1. « Valeur limite » : la concentration de dioxyde d'azote, conformément au tableau de l'annexe I à ne pas dépasser pour l'ensemble du territoire pendant des périodes déterminées et dans les conditions précisées aux articles suivants;

2. « Valeurs guides » : les concentrations de dioxyde d'azote figurant à l'annexe II considérées pendant des périodes déterminées, destinées à servir notamment de points de références pour l'établissement de régimes spécifiques à l'intérieur des zones déterminées à cet effet.

§ 2. Le présent arrêté ne s'applique ni à l'exposition professionnelle, ni à l'intérieur des bâtiments.

Art. 2. Les concentrations de dioxyde d'azote dans l'atmosphère, mesurées conformément à l'annexe III ne peuvent être supérieures à la valeur limite figurant à l'annexe I.

Dans les zones où les concentrations en dioxyde d'azote risquent de dépasser la valeur limite fixée à l'annexe I et pour lesquelles des mesures ont été planifiées en vue de l'amélioration progressive de la qualité de l'air, la valeur limite spécifiée à l'annexe I, par dérogation à l'alinéa 1^{er}, devra être respectée au plus tard le 1^{er} janvier 1994.

Art. 3. Dans les zones où il est nécessaire de limiter la pollution par le dioxyde d'azote ou dans les zones susceptibles de subir un accroissement prévisible de la pollution par le dioxyde d'azote à la suite de développements, notamment urbains ou industriels, l'Exécutif peut fixer des valeurs inférieures à la valeur limite visée à l'annexe I.

Lorsque des zones doivent faire l'objet d'une protection particulière de leur environnement, l'Exécutif peut fixer des valeurs inférieures aux valeurs guides figurant à l'annexe II.

Art. 4. Des stations de mesures destinées à fournir les données nécessaires à l'application du présent arrêté doivent être installées conformément aux spécifications de l'annexe III, notamment dans les zones où la valeur limite est dépassée ou risque d'être dépassée, ainsi que dans les zones visées à l'article 3.

Ces stations peuvent également mesurer les concentrations en monoxyde d'azote.

Art. 5. L'application des mesures prises en vertu du présent arrêté ne doit pas avoir pour effet de conduire à une détérioration notable de la qualité de l'air dans les zones situées en dehors des agglomérations urbaines où le niveau de pollution par le dioxyde, constaté au moment de la mise en application du présent arrêté, est faible par rapport à la valeur limite figurant à l'annexe I.

Art. 6. Lorsque l'Exécutif se propose de fixer, dans une région proche de la frontière avec un ou plusieurs Etats membres de la Commission des Communautés européennes ou une ou plusieurs régions belges, des valeurs pour les concentrations en dioxyde d'azote dans l'atmosphère, conformément à l'article 3, il communique le dossier, selon le cas, à l'autorité habilitée pour consulter l'Etat étranger ou au président de l'Exécutif concerné, en vue d'organiser une consultation.

Lorsque la valeur limite visée à l'annexe I ou les valeurs visées à l'article 3, alinéas 1^{er} et 2, pour autant que ces dernières aient fait l'objet de consultations avec l'Etat et/ou la région concernée, sont dépassées ou risquent d'être dépassées à la suite d'une pollution sensible qui a pour origine ou peut avoir comme origine cet autre Etat membre ou cette autre région, l'Exécutif avertit selon le cas, l'autorité habilitée pour consulter l'Etat étranger ou le président de l'Exécutif concerné, en vue de remédier à la situation.

Art. 7. Pour l'application du présent arrêté, il est fait usage, soit de la méthode de référence d'analyse mentionnée à l'annexe IV, soit de toute autre méthode d'analyse, admise par la Commission des Communautés européennes, comme équivalente à la méthode de référence.

Art. 8. L'arrêté royal du 1^{er} juillet 1986 fixant des normes de qualité de l'air pour le dioxyde d'azote est abrogé en ce qui concerne la Région wallonne.

Art. 9. Le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 5 décembre 1991

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Agriculture,
de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

Annexe I

Valeur limite pour le dioxyde d'azote

(La valeur limite est exprimée en $\mu\text{g}/\text{m}^3$. L'expression du volume doit être ramenée aux conditions de température et de pression suivantes : 293 Kelvin et 101,3 kPa).

Période de référence (1)	Valeur limite pour le dioxyde d'azote
Année	200
	98 percentile calculé à partir des valeurs moyennes par heure ou par périodes inférieures à 1 heure, prise sur toute l'année (2)

(1) la période annuelle de référence commence au 1^{er} janvier d'une année civile pour se terminer au 31 décembre.

(2) Pour que la validité du calcul du 98 percentile soit reconnue, il est nécessaire que 75 % des valeurs possibles soient disponibles et autant que possible uniformément réparties sur l'ensemble de l'année considérée pour le site de mesure pris en considération.

Au cas où, pour certains sites, les valeurs mesurées ne seraient pas disponibles pour une période supérieure à dix jours, le percentile calculé devra mentionner ce fait.

Le calcul du 98 percentile à partir des valeurs prises sur toute l'année sera effectué comme suit : le 98 percentile doit être calculé à partir de valeurs effectivement mesurées. Les valeurs mesurées sont arrondies au $\mu\text{g}/\text{m}^3$ le plus proche. Toutes les valeurs seront portées dans une liste établie par ordre croissant pour chaque site :

$$X_1 \leq X_2 \leq X_3 \leq \dots \leq X_k \leq \dots \leq X_{n-1} \leq X_n$$

Le 98 percentile est la valeur de l'élément de rang k pour lequel k est calculé au moyen de la formule suivante :

$$k = (q \times N)$$

q est égal à 0,98 pour le 98 percentile et à 0,50 pour le 50 percentile, N étant le nombre de valeurs effectivement mesurées.

La valeur de $(q \times N)$ est arrondie au nombre entier le plus proche.

Au cas où les équipements de mesure ne permettent pas encore de fournir des valeurs discrètes mais fournissent uniquement des classes de valeurs supérieures à $1 \mu\text{g}/\text{m}^3$, le calcul du percentile est obtenu à l'aide d'une formule d'interpolation à condition que les classes de valeurs ne soient pas supérieures à $10 \mu\text{g}/\text{m}^3$.

Cette dérogation temporaire n'est valable que pour des équipements actuellement installés, pour une durée n'excédant pas la durée de vie des équipements concernés et de toute façon au plus tard le 31 décembre 1996.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 décembre 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Agriculture,
de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

Annexe II

Valeurs guides pour le dioxyde d'azote

(Les valeurs sont exprimées en $\mu\text{g}/\text{m}^3$. L'expression du volume doit être ramenée aux conditions de température et de pression suivantes : 293 Kelvin et 101,3 kPa).

Période de référence	Valeurs guides pour le dioxyde d'azote
Année	50
	50 percentile calculé à partir des valeurs moyennes par heure ou par périodes inférieures à 1 heure, prise sur toute l'année
Année	135
	98 percentile calculé à partir des valeurs moyennes par heure ou par périodes inférieures à 1 heure, prise sur toute l'année

Pour le calcul de ces percentiles, la formule donnée à l'annexe I, note 2, doit être appliquée, la valeur de q est de 0,50 pour le 50 percentile et de 0,98 pour le 98 percentile.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 décembre 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Agriculture,
de l'Environnement et du Logement, pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

Annexe III

Surveillance de la concentration en dioxyde d'azote

1. La mesure des concentrations en NO₂ dans l'environnement a pour objet d'apprécier, d'une manière aussi caractéristique que possible, le risque individuel d'une exposition au-delà de la valeur limite; les points de mesure devraient, par conséquent, être choisis dans la mesure du possible parmi les sites où ce risque est susceptible d'être le plus élevé.

A cet égard, deux cas distincts doivent être considérés :

1.1. les zones sous l'influence prédominante de la pollution due à l'automobile et donc limitées au voisinage des voies à forte densité de circulation;

1.2. les zones plus étendues où les émissions provenant des sources fixes contribuent également de façon importante à la pollution.

2. En ce qui concerne le cas 1.1, les points de mesure devraient être choisis de façon :

— à couvrir des exemples des principaux types de zones sous l'influence prédominante de la pollution due à l'automobile, en particulier les rues « canyon » à forte densité de circulation et les principaux carrefours,

— à être, dans la mesure du possible, ceux où les concentrations en NO₂, telles que spécifiées au § 1er, sont susceptibles d'être parmi les plus élevées.

3. Le nombre de stations à implanter en ce qui concerne les zones définies au § 1.2. devrait tenir compte :

— de l'étendue de la zone polluée.

— de l'hétérogénéité de la distribution spatiale de la pollution.

Le choix des sites ne devrait pas exclure les rues « canyon » à forte densité de circulation et les principaux carrefours tels que définis au § 2 s'il y a un risque de dépassement de la valeur limite dû à une pollution substantielle provenant de sources fixes de combustion.

4. La lecture finale des instruments devrait être traitée de façon à ce qu'une moyenne horaire ou inférieure à l'heure puisse être calculée conformément aux dispositions de l'annexe I. Afin de pouvoir procéder à des vérifications éventuelles, les données devraient être stockées.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 décembre 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Agriculture,
de l'Environnement et du Logement, pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

Annexe IV

Méthode de référence d'analyse à employer dans le cadre du présent arrêté

Pour la détermination des oxydes d'azote, la méthode de référence pour l'analyse est la méthode par chimiluminescence décrite dans la norme ISO DIS 7996.

Pour l'utilisation des méthodes de mesure, les points suivants devraient être pris en considération :

1. La tête de prélèvement devrait être située à une distance d'au moins 0,5 m des immeubles afin d'éviter l'effet d'écran.

2. La ligne d'échantillonnage (tuyauteries et connexions) devrait être réalisée à partir de matériaux inertes (ex. verre, PTFE, acier inoxydable) qui ne modifient pas la concentration en NO_x.

3. La ligne d'échantillonnage entre le point de prélèvement et l'instrument devrait être aussi courte que possible. Le temps de transit des échantillons de volume de gaz dans la ligne d'échantillonnage ne devrait pas dépasser dix secondes.

4. L'entrée de prélèvement doit être protégée de la pluie et des insectes. Si on utilise un préfiltre, il devrait être choisi et entretenu (nettoyage régulier) de façon à minimiser l'influence sur la concentration en NO_x.

5. La condensation dans la ligne d'échantillonnage doit être évitée.

6. La ligne d'échantillonnage devrait être nettoyée régulièrement en tenant compte des conditions locales.

7. Les rejets de gaz de l'instrument et les rejets provenant du système d'étalonnage ne devraient pas influencer l'échantillonnage.

8. Les installations annexes (dispositif de conditionnement d'air et dispositif de transmission des données) ne devraient pas influencer l'échantillonnage à la tête du prélèvement.

9. Toutes précautions utiles doivent être prises pour que les variations de température n'induisent pas un pourcentage d'erreurs trop important sur la mesure.

10. L'étalonnage des instruments devrait se faire régulièrement.

11. La ligne d'échantillonnage doit être étanche à l'air et le débit doit être contrôlé régulièrement.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 décembre 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction Publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Agriculture,
de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 92 — 1006

[C — 27164]

5. DEZEMBER 1991. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Festlegung der Luftqualitätsnormen für Stickstoffdioxid

Aufgrund des Vertrags vom 25. März 1957 zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, genehmigt durch das Gesetz vom 2. Dezember 1957, insbesondere der Artikel 100 und 235;

Aufgrund der Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften 85/203/EWG vom 7. März 1985 über Luftqualitätsnormen für Stickstoffdioxid, abgeändert durch die Richtlinie 85/580/EWG vom 20. Dezember 1985;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung gegen Luftverschmutzung, insbesondere des Artikels 1;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. § 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1. « Grenzwert » : die Konzentration von Stickstoffdioxid entsprechend der Tabelle in Anhang I, die im gesamten Gebiet während bestimmter Zeiträume unter den in den folgenden Artikeln festgelegten Bedingungen nicht überschritten werden darf;

2. « Leitwerten » : die in Anhang II genannten Konzentrationen von Stickstoffdioxid während bestimmter Zeiträume; diese Leitwerte dienen insbesondere als Bezugspunkte für die Festlegung von Sonderregelungen für zu diesem Zweck bestimmte Gebiete.

§ 2. Der vorliegende Erlaß gilt nicht für die Exposition am Arbeitsplatz und in Innenräumen.

Art. 2. Die gemäß Anhang III gemessenen Konzentrationen von Stickstoffdioxid in der Atmosphäre dürfen nicht den in Anhang I genannten Grenzwert überschreiten.

In den Gebieten, in denen die Gefahr besteht, daß die Konzentrationen von Stickstoffdioxid den in Anhang I aufgeführten Grenzwert überschreiten, und wofür Maßnahmen zur schrittweisen Verbesserung der Luftqualität geplant worden sind, muß der in Anhang I aufgeführten Grenzwert in Abweichung vom Absatz 1 spätestens am 1. Januar 1994 beachtet sein.

Art. 3. In den Gebieten, in denen es notwendig ist, die Verschmutzung durch Stickstoffdioxid zu begrenzen, oder in den Gebieten, die einen voraussichtlichen Anstieg der Verschmutzung durch Stickstoffdioxid infolge neuer Entwicklungen — insbesondere städtebaulicher oder industrieller Art — erleiden kann, kann die Exekutive Werte festsetzen, die unter dem Grenzwert des Anhangs I liegen.

Für die Gebiete, in denen die Umwelt besonders zu schützen ist, kann die Exekutive Werte festsetzen, die unter den Leitwerten des Anhangs II liegen.

Art. 4. Meßstationen zur Ermittlung der für die Durchführung des vorliegenden Erlasses erforderlichen Daten entsprechend den Angaben in Anhang III müssen eingerichtet werden, insbesondere in den Gebieten, in denen der Grenzwert bereits überschritten ist oder in Zukunft möglicherweise überschritten wird sowie in den in Artikel 3 genannten Gebieten.

Die Meßstationen können auch die Stickstoffmonoxidkonzentrationen erfassen.

Art. 5. Die aufgrund des vorliegenden Erlasses getroffenen Maßnahmen dürfen in Gebieten außerhalb städtischer Ballungsräume, wo der bei Beginn der Anwendung des vorliegenden Erlasses festgestellte Grad der Verschmutzung durch Dioxid im Vergleich zum Grenzwert des Anhangs I niedrig ist, nicht zu einer merklichen Verschlechterung der Luftqualität führen.

Art. 6. Bevor die Exekutive in einem an einen oder mehrere Mitgliedstaaten der Kommission der Europäischen Gemeinschaften oder eine oder mehrere Belgischen Regionen angrenzenden Gebiet nach Artikel 3 Werte für die Konzentrationen von Stickstoffdioxid in der Atmosphäre festsetzt, erteilt sie die Akte je nach Fall der Behörde, die den ausländischen Staat zu konsultieren berechtigt ist, oder dem Vorsitzenden der betroffenen Exekutive zwecks der Führung einer Konsultation.

Werden der Grenzwert gemäß Anhang I oder die Werte nach Artikel 3, Absätze 1 und 2, sofern diese letztgenannten Werte Gegenstand von Konsultationen mit dem Staat und/oder mit der betroffenen Region gewesen sind, überschritten oder besteht infolge einer spürbaren Verschmutzung, die ihren Ursprung in diesem anderen Mitgliedstaat oder dieser anderen Region hat oder haben kann, benachrichtigt die Exekutive je nach Fall die Behörde, die den ausländischen Staat zu konsultieren berechtigt ist, oder den Vorsitzenden der betroffenen Exekutive, um Abhilfe zu schaffen.

Art. 7. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses wird entweder die in Anhang IV bestimmte Referenzanalysemethode oder jede andere Analysemethode benutzt, die für die Kommission der Europäischen Gemeinschaften gleich als die Referenzmethode gilt.

Art. 8. Der Königliche Erlaß vom 1. Juli 1988 zur Festlegung der Luftqualitätsnormen für Stickstoffdioxid wird, was für die Wallonische Region betrifft, aufgehoben.

Art. 9. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 5. Dezember 1991

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem regionalen öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Landwirtschaft,
der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

Anhang I

Grenzwert für Stickstoffdioxid

(Der Grenzwert ist in $\mu\text{g}/\text{m}^3$ ausgedrückt, wobei das Luftvolumen auf die Temperatur 293 K und den Druck 101,3 kPa zu normieren ist.)

Bezugszeitraum (1)	Grenzwert für Stickstoffdioxid
Jahr	200
	98%-Wert der Summenhäufigkeit, berechnet aus den während des Jahres gemessenen Mittelwerten über eine Stunde oder kürzere Zeiträume (2)

(1) Der jährliche Bezugszeitraum beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines Kalenderjahres.

(2) Damit der berechnete 98%-Wert als gültig anerkannt wird, müssen — so gleichmäßig wie möglich auf das Meßjahr verteilt — 75 % der möglichen Meßwerte der jeweiligen Meßstation vorliegen.

Falls von einer Meßstation für einen Zeitraum von mehr als zehn Tagen kein Meßwert vorliegt, so ist der berechnete 98%-Wert entsprechend zu kennzeichnen.

Die Berechnung des 98%-Wertes, ausgehend von den Meßwerten eines Jahres, wird wie folgt durchgeführt: Grundlage sind die tatsächlichen Meßwerte, gerundet auf das nächste $\mu\text{g}/\text{m}^3$. Für jede Meßstation werden alle Meßwerte der Größe nach geordnet:

$$X_1 \leq X_2 \leq X_3 \leq \dots \leq X_k \leq \dots \leq X_{n-1} \leq X_n$$

Der 98%-Wert ist der Wert des k-ten Elements, wobei k nach der folgenden Formel berechnet wird:

$$k = (q \times N)$$

Für den 98%-Wert ist q gleich 0,98 und für den 50%-Wert gleich 0,50, während N die Anzahl der tatsächlich gemessenen Werte ist. Der Wert (q × N) ist auf die nächste ganze Zahl zu runden.

Falls die vorhandenen Meßgeräte die Meßwerte noch nicht diskret, sondern lediglich in Klassen mit einer Breite von mehr als 1 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ angeben, kann der 98%-Wert mit Hilfe einer Interpolationsformel erreicht werden, sofern die Klassenbreite nicht größer als 10 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ ist.

Diese befristete Ausnahmeregelung gilt lediglich für die gegenwärtig installierten Geräte für eine Dauer, die die Lebensdauer der betroffenen Geräte und auf jeden Fall dem 31. Dezember 1996 nicht überschreitet.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 5. Dezember 1991 beigelegt zu werden.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem regionalen öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Landwirtschaft,
der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region.

G. LUTGEN

Anhang II

Leitwerte für Stickstoffdioxid

(In $\mu\text{g}/\text{m}^3$, wobei das Luftvolumen auf die Temperatur 293 K und den Druck 101,3 kPa zu normieren ist.)

Bezugszeitraum	Leitwerte für Stickstoffdioxid
Jahr	50
	50%-Wert der Summenhäufigkeit (Median), berechnet aus den während des Jahres gemessenen Mittelwerten über eine Stunde oder kürzere Zeiträume
Jahr	135
	98%-Wert der Summenhäufigkeit (Median), berechnet aus den während des Jahres gemessenen Mittelwerten über eine Stunde oder kürzere Zeiträume

Diese Werte werden nach der in Anhang I, unter Nummer 2, genannten Formel berechnet, wobei der Wert q für den 50%-Wert gleich 0,50 und für den 98%-Wert gleich 0,98 ist.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 5. Dezember 1991 beigefügt zu werden.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem regionalen öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Landwirtschaft,
der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

—
Anhang III
—

Überwachung der Stickstoffdioxidkonzentration
—

1. Ziel der Messung der Stickstoffdioxidkonzentration in der Außenluft ist eine möglichst sichere Beurteilung der Frage, inwieweit für den Einzelnen das Risiko einer über den Grenzwert hinausgehenden Belastung besteht; als Meßpunkte sollten daher so weit wie möglich die Stellen mit dem mutmaßlichen höchsten Belastungsrisiko gewählt werden.

Dabei ist zwischen zwei Fällen zu unterscheiden :

1.1. Gebiete, die vor allem durch den Kraftfahrzeugverkehr beeinflusst werden und die folglich auf die Umgebung von Straßen mit hohem Verkehrsaufkommen begrenzt sind.

1.2. Ausgedehntere Gebiete, in denen auch stationäre Quellen wesentlich zur Verschmutzung beitragen.

2. In den unter Nummer 1.1 genannten Fällen sollten die Meßpunkte so gewählt werden, daß :

— die Haupttypen der vor allem durch den Kraftverkehr beeinflussten Gebiete abgedeckt sind, insbesondere verkehrsreiche Straßenschluchten und Verkehrsknotenpunkte;

— so weit wie möglich die Stellen abgedeckt sind, an denen die Stickstoffdioxidkonzentrationen entsprechend Nummer 1 mutmaßlich am höchsten sind.

3. Hinsichtlich der Anzahl der Meßstationen in den unter Nummer 1.2 bestimmten Gebieten sollte folgendes berücksichtigt werden :

— die Ausdehnung des von der Verschmutzung betroffenen Gebietes;

— die räumlichen Verschmutzungsunterschiede.

Bei der Auswahl dieser Stellen sollten verkehrsreiche Straßenschluchten und Verkehrsknotenpunkte gemäß Nummer 2 nicht ausgeschlossen werden, wenn infolge erheblicher Belastung durch stationäre Quellen das Risiko einer Grenzwertüberschreitung besteht.

4. Die Meßwertaufzeichnung sollte die Berechnung von Mittelwerten über eine Stunde oder kürzere Zeiträume gemäß Anhang I ermöglichen. Um Nachprüfungen zu ermöglichen, sollten diese Werte gespeichert werden.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 5. Dezember 1991 beigefügt zu werden.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem regionalen öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Landwirtschaft,
der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

—
Anhang IV
—

Referenzanalysemethode im Rahmen des Vorliegenden Erlasses
—

Als Referenzmethode zur Bestimmung der Stickstoffoxide gilt die in der ISO-Norm DIS 7990 beschriebene Chemilumineszenz-Methode.

Bei der Messung sollten folgende Punkte berücksichtigt werden :

1. Der Probenahmekopf sollte von Gebäuden mindestens 0,5 m entfernt sein, um eine Abschirmung zu vermeiden.

2. Die Probenahmeleitung (Rohrsystem und Anschlüsse) sollte aus inertem Material gefertigt sein (z.B. Glas, PTFE, rostfreier Stahl), das keine Veränderung der Stickstoffdioxidkonzentration bewirkt.

3. Die Probenahmeleitung zwischen dem Probenahmekopf und dem Instrument sollte so kurz wie möglich sein. Die Verweilzeit des Probegases in der Probenahmeleitung sollte 10 Sekunden nicht überschreiten.

4. Die Eintrittsstelle für die Probenahme ist gegen Regen und Insekten zu schützen. Wird ein Filter vorgeschaltet, sollte er so gewählt und gewartet werden (regelmäßige Reinigung), daß die Stickstoffdioxidkonzentration möglichst wenig beeinflusst wird.

5. Kondensation in der Probenahmeleitung ist zu vermeiden.

6. Die Probenahmeleitung sollte entsprechend den örtlichen Gegebenheiten regelmäßig gereinigt werden.

7. Die Ableitung von Gas aus dem Meßgerät und dem Kalibriersystem darf die Probenahme nicht beeinflussen.

8. Die Nebeneinrichtungen (zur Konditionierung der Raumluft und zur Datenübermittlung) dürfen die Probenahme am Probenahmekopf nicht beeinflussen.

9. Es sind alle zweckdienlichen Vorkehrungen zu treffen, damit die durch Temperaturänderungen verursachten Meßfehler gering bleiben.

10. Die Instrumente sollten regelmäßig kalibriert werden.
 11. Die Probenahmeleitung muß luftdicht sein, und der Durchsatz muß regelmäßig kontrolliert werden.
 Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 5. Dezember 1991 beigelegt zu werden.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
 beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem regionalen öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Landwirtschaft,
 der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 92 — 1006

[C — 27164]

5 DECEMBER 1991. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve
 tot vaststelling van luchtkwaliteitsnormen voor stikstofdioxide

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het Verdrag van 25 maart 1957 tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschappen, inzonderheid op de artikelen 100 en 235;

Gelet op de richtlijn 85/203/EEG van 7 maart 1985 van de Raad van de Europese Economische Gemeenschappen inzake luchtkwaliteitsnormen voor stikstofdioxide, gewijzigd bij de richtlijn 85/580/EEG van 20 december 1985;

Gelet op de wet van 28 december 1984 betreffende de strijd tegen de luchtvervuiling, inzonderheid op artikel 1;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1. « grenswaarde » : de concentratie van stikstofdioxide overeenkomstig de tabel van bijlage I, die op het gehele grondgebied gedurende bepaalde perioden onder de in de volgende artikelen omschreven voorwaarden niet mag worden overschreden;

2. « richtwaarden » : de gedurende bepaalde perioden in aanmerking genomen concentraties van stikstofdioxide, zoals vermeld in bijlage II, die met name moeten dienen als referentiepunten voor de invoering van specifieke regimes binnen de daartoe vastgestelde gebieden.

§ 2. Dit besluit geldt niet voor blootstelling bij de uitoefening van een beroep en in gebouwen.

Art. 2. De concentraties van stikstofdioxide in de lucht, gemeten overeenkomstig bijlage III, kunnen niet meer bedragen dan de grenswaarde vermeld in bijlage I.

Voor de gebieden waar de concentraties van stikstofdioxide de in bijlage I vermelde grenswaarde dreigen te overschrijden en waar maatregelen werden getroffen met het oog op de geleidelijke verbetering van de kwaliteit van de lucht, moet, in afwijking van het lid I, de in bijlage I bedoelde grenswaarde uiterlijk op 1 januari 1984 in acht genomen worden.

Art. 3. Voor de gebieden waar het noodzakelijk is een te verwachten toeneming van de verontreiniging door stikstofdioxide ten gevolge van met name stedelijke of industriële ontwikkelingen te beperken of te voorkomen, kan de Executieve waarden vaststellen die lager zijn dan de grenswaarde vermeld in bijlage I.

Voor de gebieden die vanuit milieu-oogpunt bijzonder moeten worden beschermd, kan de Executieve waarden vaststellen die doorgaans lager zijn dan de richtwaarden vermeld in bijlage II.

Art. 4. Meetstations die de nodige gegevens moeten verschaffen voor de toepassing van dit besluit dienen te worden opgericht overeenkomstig de voorschriften van bijlage III, met name in de gebieden waarin de grenswaarde wordt overschreden of dreigt te worden overschreden, alsmede in de in artikel 3 bedoelde gebieden.

Deze stations kunnen eveneens de concentraties van stikstofmonoxide meten.

Art. 5. De toepassing van de maatregelen die krachtens dit besluit worden genomen, mag er niet toe leiden dat de kwaliteit van de lucht aanmerkelijk achteruitgaat in buiten de stadsagglomeraties gelegen gebieden waar bij het van toepassing worden van dit besluit de verontreiniging door stikstofdioxide gering is ten opzichte van de in bijlage I vermelde grenswaarde.

Art. 6. Wanneer de Executieve voornemens is voor gebieden die in de nabijheid van een grens met een of meer andere lid-Staten zijn gelegen waarden voor de stikstofdioxide-concentraties in de lucht vast te stellen overeenkomstig artikel 3, deelt zij het dossier mede, volgens het geval, aan de overheid bevoegd om met de vreemde Staat overleg te plegen of aan de voorzitter van de betrokken Executieve ten einde een overleg te plegen.

Wanneer de in bijlage I bedoelde grenswaarde of de in artikel 3, leden 1 en 2, bedoelde waarden, voor zover over laatsgenoemde waarden overleg met de betrokken Staat en/of het betrokken gewest is gepleegd, worden overschreden of dreigen te worden overschreden ten gevolge van een merkbare verontreiniging die deze andere lid-Staat of dit andere gewest als oorsprong heeft of kan hebben, verwtigt de Executieve, volgens het geval, de overheid bevoegd om met de vreemde Staat overleg te plegen of aan de voorzitter van de betrokken Executieve ten einde een verbetering te brengen in de situatie.

Art. 7. Voor de toepassing van dit besluit wordt gebruikt hetzij de in bijlage IV vermelde referentieanalyse-methode, hetzij een andere analysemethode die door de Commissie van de Europese Economische Gemeenschappen als gelijkwaardig aan de referentiemethode wordt verklaard.

Art. 8. Het koninklijk besluit van 1 juli 1980 tot vaststelling van de luchtkwaliteit voor stikstofdioxide wordt opgeheven wat het Waalse Gewest betreft.

Art. 9. De Minister tot wiens bevoegdheid het Leefmilieu behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 5 december 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,
B. ANSELME

De Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,
G. LUTGEN

Bijlage I

Grenswaarde voor stikstofdioxide

(De grenswaarde wordt uitgedrukt in $\mu\text{g}/\text{m}^3$. Het volume moet worden genormaliseerd op een temperatuur van 293° Kelvin en een druk van 101,3 kPa).

Referentieperiode (1)	Grenswaarde voor stikstofdioxide
Jaar	200
	98 percentiel berekend uit de gedurende het hele jaar gemeten gemiddelde uurwaarden of waarden gedurende minder dan een uur (2)

(1) De referentieperiode van een jaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december.

(2) De berekening van het 98 percentiel wordt slechts als geldig beschouwd indien 75 % van de mogelijke waarden beschikbaar zijn en voor het bewuste meetpunt zoveel mogelijk gelijkelijk over de gehele referentieperiode zijn verdeeld.

Indien er voor bepaalde meetpunten gedurende meer dan tien dagen geen waarden beschikbaar zijn, moet dit bij het berekende percentiel worden aangegeven.

De berekening van het 98 percentiel uit de over het gehele jaar gemeten waarden geschiedt als hieronder aangegeven, waarbij gebruikt moet worden gemaakt van werkelijk gemeten waarden. De gemeten waarden worden op 1 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ afgerond. Alle waarden worden op een lijst gezet en wel voor elk meetpunt in volgorde van grootte :

$$X_1 \leq X_2 \leq X_3 \leq \dots \leq X_k \leq \dots \leq X_{n-1} \leq X_n$$

Het 98 percentiel is de waarde van het element met volgnummer k waarbij k berekend wordt met de volgende formule :

$$k = (q \times N)$$

waarin q gelijk is aan 0,98 voor het 98 percentiel en aan 0,50 voor het 50 percentiel en N het aantal werkelijk gemeten waarden is. De waarde van $(q \times N)$ wordt afgerond op het naastbij gelegen gehele getal.

Voor het geval de meetapparatuur nog discrete waarden kan aangeven, maar uitsluitend waardeklassen aangeeft van meer dan 1 $\mu\text{g}/\text{m}^3$, wordt voor de berekening van het percentiel uitgegaan van een interpolatieformule op voorwaarde dat de waardeklassen niet groter zijn dan 10 $\mu\text{g}/\text{m}^3$.

Deze tijdelijke afwijking geldt slechts voor momenteel geïnstalleerde meetapparatuur voor een periode die de levensduur van de betrokken apparatuur niet overschrijdt en die uiterlijk op 31 december 1996 wordt beperkt.

Gezien om bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 december 1991 gevoegd te worden.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,
B. ANSELME

De Minister van Landbouw,
Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,
G. LUTGEN

Bijlage II

Richtwaarden voor stikstofdioxide

(De waarden worden uitgedrukt in $\mu\text{g}/\text{m}^3$. Het volume moet worden genormaliseerd op een temperatuur van 293° Kelvin en een druk van 101,3 kPa).

Referentieperiode	Richtwaarden voor stikstofdioxide
Jaar	50
	50 percentiel berekend uit de gedurende het hele jaar gemeten gemiddelde uurwaarden of waarden gedurende minder dan een uur
Jaar	135
	98 percentiel berekend uit de gedurende het hele jaar gemeten gemiddelde uurwaarden of waarden gedurende minder dan een uur

Voor de berekening van deze percentielen moet de formule van bijlage I, punt 2, worden toegepast, waarbij q 0,50 is voor het 50 percentiel en 0,80 voor het 98 percentiel.
Gezien om bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 december 1991 gevoegd te worden.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,
B. ANSELME

De Minister van Landbouw,
Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,
G. LUTGEN

Bijlage III

Toezicht op de stikstofdioxideconcentraties

1. De meting van de stikstofdioxideconcentraties in het milieu heeft ten doel op een zo scherp mogelijke wijze het individuele risico voor blootstelling aan de concentraties boven de grenswaarde te bepalen; daarom dienen voor zover maar enigszins mogelijk de meetpunten zodanig gekozen te worden dat zij liggen op plaatsen waar dit risico vermoedelijk het grootst is.

In dit verband moeten twee afzonderlijke gevallen worden beschouwd :

1.1. gebieden waar de verontreiniging overwegend door het verkeer wordt veroorzaakt en die dus beperkt zijn tot de nabijheid van drukke verkeerswegen;

1.2. grotere gebieden waar ook vaste emissie in belangrijke mate tot de verontreiniging bijdragen.

2. In geval 1.1. worden de meetpunten zo gekozen dat :

— de voornaamste typen van gebieden waar de verontreiniging overwegend door het verkeer wordt veroorzaakt, in het bijzonder smalle straten met te veel en drukke kruispunten, zijn vertegenwoordigd;

— zij zo veel mogelijk de punten zijn waar de hoogste stikstofdioxideconcentraties, zoals nader aangegeven in punt 1, te verwachten zijn.

3. Bij de keuze van het aantal meetstations voor de in punt 1.2 omschreven gebieden moet rekening gehouden worden met :

— de omvang van het verontreinigde gebied;

— de heterogeniteit van de ruimtelijke verspreiding van de verontreiniging.

Bij de keuze van de punten mogen de smalle straten met veel verkeer en drukke kruispunten, zoals omschreven in punt 2, niet worden uitgesloten indien het risico bestaat dat de grenswaarde worden overschreden ten gevolge van een belangrijke verontreiniging afkomstig van vaste verbrandingsbronnen.

4. De instrumenten moeten zodanig worden uitgelezen dat overeenkomstig de bepalingen van bijlage I een gemiddelde uurwaarde of waarde gedurende minder dan één uur kan worden berekend. Ten einde eventueel verificaties mogelijk te maken moeten de gegevens worden bewaard.

Gezien om bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 december 1991 gevoegd te worden.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,
B. ANSELME

De Minister van Landbouw,
Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,
G. LUTGEN

Bijlage IV

In het kader van dit besluit te gebruiken referentiemethode

Voor de bepaling van de stikstofoxyden moet als referentiemethode voor de analyse van de chemiluminescentiemethode van norm ISO DISC 7996 worden gebruikt.

Bij het toepassen van de meetmethode moet op het volgende worden gelet :

1. De bemonsteringskop moet zich ten minste 0,5 m van de gebouwen bevinden ten einde het afschermeffect te voorkomen.
 2. Het bemonsteringskanaal (de buizen en verbindingen) moet van inert materiaal gemaakt zijn (bv. glas, PTFE, roestvrij staal) dat de NO_x-concentratie niet verandert.
 3. Het bemonsteringskanaal tussen het bemonsteringspunt en het instrument moet zo kort mogelijk zijn. De doorgangsdur van de gasmonsters in het bemonsteringskanaal mag niet meer dan tien seconden bedragen.
 4. De ingang waar de monsters worden genomen moet tegen regen en insecten beschermd zijn. Wordt een voorfilter gebruikt, dan moet dit zo worden gekozen en onderhouden (regelmatig reiniging) dat zijn invloed op de NO_x-concentratie minimaal is.
 5. Condensatie in het bemonsteringskanaal moet worden voorkomen.
 6. Het bemonsteringskanaal moet regelmatig worden gereinigd, rekening houdend met de lokale omstandigheden.
 7. De bemonstering mag niet worden beïnvloed door gasemissies van het instrument of door de emissies van het ijkingsstelsel.
 8. De bemonstering aan de bemonsteringskop mag niet worden beïnvloed door de hulpinstallaties (airconditioningsvoorziening en datatransmissievoorzieningen).
 9. Alle dienstige voorzorgen moeten worden genomen om te voorkomen dat temperatuurveranderingen een te groot foutenpercentage bij de meting veroorzaken.
 10. De apparatuur moet regelmatig worden geïkt.
 11. Het bemonsteringskanaal moet luchtdicht zijn en het debiet moet regelmatig worden gecontroleerd.
- Gezien om bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 december 1991 gevoegd te worden.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Landbouw,
Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,

G. LUTGEN

F. 92 — 1007

[C — 27161]

5 DECEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
relatif à la cession des biens, droits et créances à la Société régionale wallonne du Logement

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 25 octobre 1984 instituant la Société régionale wallonne du Logement;

Vu l'arrêté royal du 27 juillet 1990 relatif à la dissolution de la Société nationale terrienne et au transfert de ses missions, biens, droits et obligations à la Région wallonne, à la Région flamande et à la Société du logement de la Région bruxelloise;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1er. Les biens, droits et créances transférés de la Société nationale terrienne à la Région wallonne et qui ont trait aux activités de logement, sont cédés à la Société régionale wallonne du Logement.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1992.

Art. 3. Le Ministre ayant le Logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 5 décembre 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

D. 92 — 1007

[C — 27161]

5. DEZEMBER 1991. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive
über die Übertragung der Güter, Rechte und Forderungen
auf die Regionale Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien

Aufgrund des Dekrets vom 25. Oktober 1984 zur Errichtung der Regionalen Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien;